

# **FEDERATION FRANÇAISE DE FORCE**

## **STATUTS**

### **TITRE I : BUT ET COMPOSITION**

---

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

1.1) L'association dite « Fédération Française de Force » (FFForce), dénommée dans les présents statuts « Fédération » fondée le 17 janvier 2015, a pour objet :

- d'organiser, de contrôler et de développer la pratique de la force athlétique, du développé couché ainsi que de leurs disciplines annexes et de toutes les disciplines associées qu'elle fédère et de contribuer, par ces activités, au développement et à la promotion de l'éducation et de la culture, de l'intégration et de la participation à la vie sociale et citoyenne ;
- de diriger, de coordonner et de contrôler l'activité des groupements sportifs qui lui sont affiliés et de ses licenciés ;
- d'assurer la formation et le perfectionnement des dirigeants, animateurs, formateurs et entraîneurs fédéraux ;
- de veiller à la préparation, à la formation et à la reconversion des sportifs de haut niveau.

1.2) La Fédération a pour objectif l'accès de tous à la pratique des activités physiques et sportives. Elle s'interdit toute discrimination. Elle veille au respect de ces principes par ses membres, ainsi qu'au respect de la charte de déontologie du sport établie par le Comité National Olympique et Sportif Français.

1.3) Elle assure les missions prévues à l'article L.131-8 du code du sport.

1.4) Elle a son siège au 12, impasse Boutron 75010 PARIS.

Le siège peut être transféré dans une autre commune par délibération de l'Assemblée Générale.

1.5) Sa durée est illimitée.

#### **Article 2 :**

2.1) La Fédération se compose de membres actifs (art 2.2-2.3-2.4) et de membres d'honneur (art 2.6).

2.2) La Fédération se compose de structures à but non lucratif dénommées « associations » constituées dans les conditions prévues à l'article L.131-3 du code du sport. L'affiliation à la Fédération est délivrée à toute association constituée pour la pratique d'une ou de plusieurs activités comprises dans l'objet de la Fédération et que l'organisation de cette association est compatible avec les présents statuts et le règlement intérieur de la Fédération.

Tous les adhérents des associations affiliées à la Fédération doivent être titulaires d'une licence délivrée par cette dernière.

Les associations doivent commander des licences pour leurs adhérents et peuvent commander des titres de participations uniques (TPU) auprès de la Fédération dans les conditions prévues par l'article 105 du règlement intérieur.

2.3) La Fédération se compose de structures à but lucratif, dénommées « structures commerciales », dont l'objet est la pratique d'une ou de plusieurs des disciplines prévues à l'article 1<sup>er</sup> des présents statuts.

Les structures commerciales s'affilient à la Fédération par la signature d'un contrat selon les modalités définies par l'article 102 du règlement intérieur de la FFForce.

Les structures commerciales affiliées peuvent commander des licences et des TPU auprès de la Fédération dans les conditions prévues par les articles 104 et 105 du règlement intérieur de la FFForce.

2.4) La Fédération se compose de structures à but non lucratif, dénommées « structures étatiques » (structures relevant d'une collectivité territoriale ou de plusieurs d'entre elles), dont l'objet, même s'il n'est pas purement sportif, contribue au développement d'une ou plusieurs des disciplines prévues à l'article 1<sup>er</sup> des présents statuts.

Les structures étatiques s'affilient à la Fédération par la signature d'une convention selon les modalités définies par l'article 103 du règlement intérieur de la FFForce.

Les structures étatiques affiliées peuvent commander des licences et des TPU auprès de la Fédération dans les conditions prévues par les articles 104 et 105 du règlement intérieur de la FFForce.

2.5) Les membres actifs affiliés à la Fédération contribuent au fonctionnement de celle-ci par le paiement d'une cotisation annuelle dont le montant et les modalités de versement sont fixés par l'Assemblée Générale. Le montant de la cotisation des membres actifs affiliés à la Fédération peut être différent selon les catégories définies ci-dessus, auxquelles ils appartiennent.

2.6) La Fédération peut comprendre des membres d'honneur.

Ce titre est décerné par le Comité Directeur à des personnes qui rendent ou ont rendu des services signalés à la Fédération ou à une des disciplines qu'elle fédère.

2.7) La qualité de membre de la Fédération se perd par la démission ou la radiation. La radiation est prononcée, dans les conditions prévues par le règlement intérieur, pour non-paiement des cotisations ou de toutes sommes dues à la Fédération. Elle peut également être prononcée, dans les conditions prévues par le règlement disciplinaire, pour tout motif grave.

Pour les structures commerciales et les structures étatiques affiliées à la Fédération, la qualité de membre se perd aussi si le contrat ou la convention, qui lie chacun d'entre eux à la Fédération, cesse de produire ces effets pour quelque cause que ce soit.

### **Article 3 :**

3.1) Outre le non-respect des conditions et de la procédure d'affiliation qui figurent au règlement intérieur de la Fédération, l'affiliation à la Fédération en qualité de membre peut être refusée par le Bureau Directeur à une association, à une structure commerciale ou à une structure étatique qui en fait la demande pour une ou plusieurs des raisons suivantes :

- si son organisation n'est pas compatible avec les présents statuts et les règlements de la Fédération ;
- si, s'agissant d'une association, elle ne satisfait pas aux conditions mentionnées aux articles R.121-1 et suivants du Code du sport et relatif à l'agrément des associations sportives ;
- si, s'agissant d'une structure commerciale ou d'une structure étatique, elle n'a pas conclu avec la Fédération un contrat ou une convention définissant les droits et les obligations des parties ;
- ou pour tout motif justifié par l'intérêt général qui s'attache à la promotion et au développement des disciplines de l'article 1<sup>er</sup> des présents statuts.

### **Article 4 :**

4.1) Les moyens d'action de la Fédération sont :

- l'établissement de règles d'organisation et de règlements techniques et sportifs pour l'ensemble des disciplines sportives développées par la Fédération, ainsi que les pouvoirs disciplinaires correspondants tels que définis par les présents statuts et le règlement intérieur ;
- la délivrance d'une « licence » à chaque adhérent des associations affiliées à la Fédération. Cette licence est soit une licence compétition, soit une licence loisir ;

- la délivrance d'une licence aux adhérents des structures commerciales affiliées à la Fédération. Cette licence est soit une licence compétition soit une licence loisir ;
- la délivrance d'une licence aux adhérents des structures étatiques affiliées à la Fédération. Cette licence est soit une licence compétition soit une licence loisir ;
- La délivrance de titres de participation unique aux usagers occasionnels ;
- l'organisation de manifestations nationales ou internationales ;
- la délivrance des titres fédéraux ;
- l'organisation de la surveillance médicale de ses licenciés, dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur ; ainsi que toutes actions en matière d'éducation et de prévention contre l'usage de produits dopants en accord avec les services du Ministère en charge des sports et ses services déconcentrés ;
- l'organisation d'assemblées, d'expositions, congrès, conférences, formations, stages, examens d'arbitres, d'entraîneurs fédéraux ; la participation au contrôle des connaissances et des qualifications spécifiques comprises dans l'objet de la Fédération ;
- l'édition et la publication de tous documents concernant les disciplines comprises dans l'objet de la Fédération.

#### **Article 5 :**

5.1) La Fédération peut constituer, par décision de l'Assemblée Générale, sous la forme d'associations de la Loi de 1901 inscrites selon la Loi locale dans les départements du Haut-Rhin du Bas-Rhin et de la Moselle, s'ils ont la personnalité morale, des organismes régionaux ou départementaux chargés de la représenter dans le ressort territorial respectif et d'y assurer l'exécution d'une partie de ses missions et dont le ressort territorial ne peut être autre que celui des services déconcentrés du Ministère en charge des sports que sous réserve de justification et en l'absence d'opposition du ministre en charge des sports.

5.2) Ces organismes adoptent pour la désignation de leurs instances dirigeantes un mode de scrutin qui est le scrutin de liste.

Leurs statuts sont établis en conformité avec les modèles de statuts définis par la Fédération et sont communiqués à cette dernière, qui se réserve le droit d'exiger les modifications qui seraient nécessaires pour le respect du principe de la compatibilité des statuts des organes déconcentrés avec ceux de la Fédération, et le respect du mode de scrutin mentionnés ci-dessus.

5.3) Chacun de ces organismes régionaux ou départementaux est constitué sous forme d'associations déclarées dont les statuts, approuvés par le Bureau Directeur de la Fédération, doivent être compatibles avec les présents statuts.

5.4) Ces organismes peuvent en outre, dans les départements et régions et collectivités d'outre-mer, conduire des actions de coopération avec les organisations sportives des Etats de la zone géographique dans laquelle ils sont situés et, avec l'accord de la Fédération, organiser des compétitions ou manifestations sportives internationales à caractère régional ou constituer des équipes en vue de participer à de telles compétitions ou manifestations.

5.5) Les associations, les structures commerciales et les structures étatiques affiliées à la Fédération doivent obligatoirement être membres de la Ligue Régionale de Force et, lorsqu'il existe, du Comité Départemental de Force de leur ressort territorial. Ils sont donc redevables de la cotisation annuelle déterminée par l'Assemblée Générale de ces organes déconcentrés de la Fédération.

## **TITRE II : PARTICIPATION A LA VIE DE LA FEDERATION**

---

#### **Article 6 :**

6.1) La licence prévue à l'article L.131-6 du code du sport et délivrée par la Fédération marque l'adhésion volontaire de son titulaire à l'objet social et aux statuts et règlements de celle-ci.

La licence confère à son titulaire le droit de participer au fonctionnement et aux activités de la Fédération, et pour les licenciés âgés de 18 ans révolus, d'être éligibles aux instances dirigeantes de la Fédération, des ligues régionales et des comités départementaux.

6.2) La licence est annuelle et, est délivrée aux adhérents des groupements affiliés à la fédération, pour la durée de la saison sportive, soit du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août. Ces licences sont soit des licences compétitions, soit des licences loisir. La délivrance de titres de participation unique aux usagers occasionnels n'est valable que pendant la durée de l'événement pour lequel il a été délivré et seulement pour les activités qui ne font pas l'objet d'une affiliation à une fédération internationale.

#### **Article 7 :**

7.1) La licence est délivrée au pratiquant dans les conditions générales suivantes, qui sont détaillées dans le Règlement Intérieur :

- s'engager à respecter l'ensemble des règles et règlements, notamment fédéraux, relatifs à la pratique ainsi que les règles relatives à la protection de la santé publique (par exemple : engagement de se soumettre au suivi médical)
- répondre aux critères liés à la durée de la saison sportive, à la participation aux compétitions, à la délivrance d'un certificat médical conforme au règlement intérieur, pour les compétiteurs, et l'ensemble des conditions fixées par le règlement intérieur.

7.2) Tous les membres adhérents d'une association affiliée à la fédération doivent être titulaires d'une licence délivrée par la FFForce ou une autre fédération agréée par le ministère en charge des sports.

En cas de non-respect de cette obligation, par un club affilié, une sanction pourra être prononcée par la Fédération, dans les conditions prévues par le Règlement Disciplinaire.

La délivrance d'une licence ne peut être refusée que par décision motivée de la Fédération.

#### **Article 8 :**

8.1) La licence ne peut être retirée à son titulaire que pour motif disciplinaire, dans les conditions prévues par les règlements disciplinaires.

#### **Article 9 :**

9.1) Sont ouvertes aux personnes qui ne sont pas titulaires d'une licence les activités définies par le Règlement Intérieur.

9.2) Les non licenciés doivent se voir délivrer un titre de participation unique dans les conditions prévues au Règlement Intérieur.

9.3) La délivrance du titre de participation unique donne lieu à la perception d'un droit fixé par l'Assemblée Générale. Cette dernière est compétente pour fixer les conditions de délivrance. Elle peut, en outre, être subordonnée au respect par les intéressés de conditions destinées à garantir leur sécurité et celles des tiers.

#### **Article 10 :**

10.1) Les titres sportifs pour la délivrance desquels la Fédération reçoit délégation du Ministre en charge des sports sont attribués par le Comité Directeur.

### **TITRE III : ASSEMBLEE GENERALE**

---

#### **Article 11 :**

11.1) L'Assemblée Générale de la Fédération se compose des associations affiliées à la Fédération, à titre consultatif, des membres d'honneur, des représentants des structures commerciales affiliées et des représentants des structures étatiques affiliées.

Chaque association affiliée représentée dispose d'un nombre de voix égal au nombre de ses adhérents licenciés.

Seuls sont pris en compte les effectifs de licenciés arrêtés à la clôture de la dernière saison sportive et seules pourront donner leur voix les associations affiliées à la Fédération au moins 21 jours avant la date de l'Assemblée Générale, et en situation régulière vis-à-vis de la fédération et à jour de leur cotisation.

11.2) Les structures commerciales affiliées à la Fédération peuvent, par l'intermédiaire de leur représentant, participer à l'Assemblée Générale mais seulement avec voix consultative.

Ce représentant doit être titulaire d'une licence compétition et son nom doit être communiqué au secrétariat de la Fédération avant l'Assemblée Générale.

11.3) Les structures étatiques affiliées à la Fédération peuvent, par l'intermédiaire de leur représentant, participer à l'Assemblée Générale mais seulement avec voix consultative.

Ce représentant doit être titulaire d'une licence compétition et son nom doit être communiqué au secrétariat de la Fédération avant l'Assemblée Générale.

11.4) Le droit de vote de chaque association affiliée ne peut être exercé à l'Assemblée Générale que par un seul représentant titulaire d'une licence en cours : son président ou, à défaut, un adhérent spécialement mandaté à cet effet.

11.5) Le droit de vote peut être également exercé par procuration. Toutefois, la procuration ne pourra être confiée qu'au représentant d'une autre association affiliée, chaque représentant n'étant autorisé à recevoir qu'une seule procuration.

11.6) Peuvent assister à l'Assemblée Générale, sans droit de vote, les membres d'honneur ainsi que, sous réserve de l'autorisation du Président, les cadres techniques et les agents rémunérés de la Fédération.

#### **Article 12 :**

12.1) L'Assemblée Générale est convoquée par le Président de la Fédération. Elle se réunit au moins une fois par an, à la date fixée par le Comité Directeur et chaque fois que sa convocation est demandée par le Comité Directeur ou par le tiers de ses membres détenant le tiers des voix dont disposeraient au total les membres de l'assemblée en application de l'article 11.

12.2) L'ordre du jour est fixé par le Comité Directeur.

12.3) L'Assemblée Générale est présidée par le Président de la Fédération ; son bureau est constitué par les membres du bureau de la Fédération tel que défini à l'article 19 des présents statuts.

12.4) Les votes portant sur les personnes ont lieu à bulletins secrets. Dans ce cas, les décisions sont prises, au premier tour, à la majorité absolue, au second tour, à la majorité relative des suffrages exprimés.

Les autres décisions sont prises à la majorité relative des suffrages exprimés (non compris les votes blancs et les abstentions).

12.5) Les procès-verbaux de l'Assemblée Générale et les rapports financiers sont communiqués chaque année aux associations affiliées à la Fédération.

**Article 13 :**

13.1) L'Assemblée Générale est seule compétente pour :

- adopter, sur proposition du Comité Directeur, le Règlement Intérieur, le Règlement Disciplinaire, le Règlement Disciplinaire particulier en matière de lutte contre le dopage et le Règlement Financier ;
- définir, orienter et contrôler la politique générale de la Fédération
- approuver, lors de sa réunion ordinaire obligatoirement fixée au cours du premier semestre de chaque année civile, les rapports sur la gestion de l'exercice, et sur la situation morale et financière de la Fédération, se prononcer, après rapport du commissaire aux comptes, sur les comptes de l'exercice clos ainsi qu'éventuellement sur les conventions visées à l'article 17;
- fixer les cotisations dues par les membres affiliés et les licenciés ;
- voter le budget
- élire les membres du Comité Directeur ou décider de leur révocation, même sur simple incident de séance ;
- nommer, pour une durée de six ans, un commissaire aux comptes et un suppléant choisis sur la liste mentionnée à l'article L. 225-219 du code de commerce ;
- se prononcer sur les acquisitions, les échanges et les aliénations de biens immobiliers, sur la constitution d'hypothèques et la conclusion de baux de plus de neuf ans, et décider des emprunts contractés par la Fédération quand ils excèdent la gestion courante ;
- approuver l'entrée au sein de la Fédération d'une nouvelle discipline associée sur proposition motivée du Comité Directeur.

13.2) L'Assemblée Générale peut, à tout moment, mettre fin au mandat du Comité Directeur par un vote de défiance, comme prévu à l'article 18 des présents statuts.

#### **TITRE IV : LE COMITE DIRECTEUR**

---

**Article 14 :**

14.1) La Fédération est administrée par un Comité Directeur de quinze membres élus, sous réserve de l'application de l'article 15, qui exerce l'ensemble des pouvoirs que les présents statuts n'attribuent pas à l'Assemblée Générale.

En plus des 15 membres élus, le Comité Directeur peut coopter un représentant des structures commerciales et un représentant des structures étatiques. Ces deux représentants deviennent alors membres du Comité Directeur avec voix consultative.

14.2) Le Comité Directeur suit l'exécution du budget. Il est exclusivement compétent pour :

- choisir en son sein, dès son élection, le candidat à la présidence de la Fédération qu'il présente à l'Assemblée Générale; désigner en son sein et le cas échéant révoquer les autres membres du bureau, sur proposition du Président de la Fédération ;
- instituer les commissions prévues par les présents statuts et constituer toutes autres commissions ou groupes de travail en tant que de besoin ;
- définir l'ordre du jour de l'Assemblée Générale ; la saisir dans les conditions prévues par les articles 11 à 13 des présents statuts ;
- pour chacune des disciplines dont la Fédération assure la promotion et le développement, arrêter un règlement relatif à la sécurité et à l'encadrement ;
- autoriser la conclusion des conventions visées à l'article 17.3
- adopter les règlements de la Fédération autres que ceux qui sont adoptés par l'Assemblée Générale, notamment le règlement médical et les règlements sportifs.

**Article 15 :**

15.1) Les membres du Comité Directeur sont élus par l'Assemblée Générale, dont la composition et la représentation est identique à l'Assemblée Générale Ordinaire (article 11.1 des présents statuts) pour une

durée de 4 ans. Ils sont rééligibles. Le mandat du Comité Directeur expire au plus tard le 31 décembre de l'année des Jeux Olympiques d'été.

15.2) Les candidats au Comité Directeur doivent être âgés de 18 ans révolus au jour de l'élection, licenciés pour l'année sportive en cours ainsi que l'année sportive précédente.

15.3) Au sein du Comité Directeur, la représentation des licenciées féminines est assurée en application des dispositions de l'article L.131-8 du code du sport.

Lorsque la proportion de licenciés des deux sexes est supérieure ou égale à 25 %, le Comité Directeur devra contenir une proportion minimale de 40 % des sièges pour les personnes des deux sexes

Lorsque cette proportion de licenciés n'atteint pas les 25 % pour l'un des deux sexes, le Comité Directeur devra contenir une proportion minimale de 25% des sièges pour le sexe qui n'a pas atteint ce plancher.

La proportion de licenciés de chacun des deux sexes est appréciée sans considération d'âge ni de toute autre condition d'éligibilité.

15.4) Un médecin est élu au sein du Comité Directeur.

15.5) Ne peuvent être élus au CD :

- Les personnes de nationalité française condamnées à une peine qui fait obstacle à leur inscription sur les listes électorales.
- Les personnes de nationalité étrangère condamnées à une peine qui, lorsqu'elle est prononcée contre un citoyen français, fait obstacle à son inscription sur les listes électorales.
- Les personnes à l'encontre desquelles a été prononcée définitivement une sanction disciplinaire d'inéligibilité à temps pour manquement grave aux règles techniques du jeu constituant une infraction à l'esprit sportif.
- Les personnes à l'encontre desquelles a été prononcées une sanction d'inéligibilité à temps, notamment pour manquement grave aux règles techniques édictées par la Fédération et constituant une infraction à l'esprit sportif
- Les salariés de la Fédération, d'une de ses ligues régionales ou d'un de ses comités départementaux.

Tout membre du Comité Directeur de la Fédération qui devient salarié de la Fédération ou de l'un de ses organes déconcentrés doit démissionner du Comité Directeur.

15.6) Les membres du Comité Directeur sont élus au scrutin secret de liste à un tour par l'Assemblée Générale pour une durée de 4 ans correspondant à l'olympiade.

15.7) Sera réputé démissionnaire tout membre du Comité Directeur qui ne sera pas licencié le jour de l'Assemblée Générale.

15.8) Vacance

En cas de vacance d'un poste de membre du Comité Directeur pour quelque cause que ce soit, le poste est attribué, par décision du plus prochain Comité Directeur au candidat suivant le dernier élu de la catégorie à laquelle appartenait le membre dont le siège est devenu vacant. Si ce candidat refuse ou ne remplit plus, au jour de la décision d'attribution, les conditions d'éligibilité prévues au présent article, le poste est attribué au candidat suivant de ce groupe et ainsi de suite jusqu'au dernier suppléant. A défaut, il est procédé, lors de la plus prochaine Assemblée Générale à une nouvelle élection au scrutin uninominal, au 1<sup>er</sup> tour à la majorité absolue des votants y compris les bulletins blancs et nuls, au second tour à la majorité relative.

Les fonctions des membres ainsi élus prennent fin à la date à laquelle devait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

#### **Article 16 :**

16.1) Le Comité Directeur se réunit au moins deux fois par an. Il est convoqué par le Président de la Fédération. La convocation est obligatoire lorsqu'elle est demandée par le quart de ses membres.

16.2) Il ne délibère valablement que si le tiers, au moins, de ses membres est présent.

Les votes ont lieu à bulletins secrets chaque fois qu'ils portent sur des personnes ou qu'un membre en fait la

demande.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont publiés dès leur approbation sur le site internet fédéral.

16.3) Le Directeur Technique National assiste aux séances avec voix consultative. Il en est de même pour les agents rétribués de la Fédération dans la mesure où ils y sont autorisés par le Président.

#### **Article 17 :**

17.1) Il est interdit aux membres du Comité Directeur de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Fédération, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elles leurs engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique à leurs conjoints, ascendants, descendants ainsi qu'à toute personne interposée.

17.2) Doit être soumise à l'autorisation préalable du Comité Directeur toute autre convention conclue, même par personne interposée, entre la Fédération et un membre du Comité Directeur ou une entreprise à laquelle il serait directement ou indirectement intéressé. Le membre intéressé du Comité Directeur est tenu d'informer le Comité Directeur dès qu'il a connaissance d'une telle convention ; il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Le commissaire aux comptes est avisé de toutes les conventions autorisées et présente sur elles un rapport spécial soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale. L'intéressé ne peut pas prendre part au vote.

17.3) Le défaut d'autorisation préalable peut être couvert par un vote de l'Assemblée Générale intervenant sur rapport spécial du commissaire aux comptes exposant les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.

En toute hypothèse, les conventions qui n'ont pas reçu l'approbation de l'Assemblée Générale produisent néanmoins leurs effets. Toutefois, leurs conséquences préjudiciables à la Fédération pourront être mises à la charge du membre intéressé et, le cas échéant, des autres membres du Comité Directeur.

#### **Article 18 :**

18.1) L'Assemblée Générale peut mettre fin au mandat du Comité Directeur avant son terme normal par un vote de défiance intervenant dans les conditions ci-après :

- l'Assemblée Générale doit avoir été convoquée à cet effet à la demande du tiers au moins de ses membres représentant le tiers des voix dont elle disposerait au total en application de l'article 11.1 des présents statuts;
- les deux tiers des membres de l'Assemblée Générale doivent être présents ou représentés ;
- la motion de défiance doit être votée à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Le vote de la motion de défiance emporte cessation des fonctions du Comité Directeur. Il est suivi, dans la même séance, de la désignation par l'Assemblée Générale d'un administrateur provisoire ayant mission de convoquer une assemblée générale électorale qui devra se tenir dans un délai de deux mois et d'assurer la gestion des affaires courantes pendant la période d'intérim.

### ***TITRE V : LE PRÉSIDENT ET LE BUREAU DIRECTEUR***

---

#### **Article 19 :**

19.1) Dès l'élection du Comité Directeur, l'Assemblée Générale élit le Président de la Fédération.

19.2) Le candidat est choisi parmi les membres du Comité Directeur, sur proposition de celui-ci. Il est élu au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés.



19.3) Après l'élection du Président, et sur la proposition de celui-ci, le Comité Directeur élit en son sein, au scrutin secret, un Bureau Directeur dont la composition est fixée par l'article 103 du Règlement Intérieur et qui comprend, en plus du président, au moins un secrétaire général et un trésorier et des vice-présidents ; chacune des disciplines gérées par la Fédération doit y disposer d'au moins un siège de vice-président. Chaque vice-président de discipline est nommé président de sa commission sportive nationale qu'il devra mettre en place avant le prochain Comité Directeur. Pour ce faire il choisira entre trois et neuf personnes, qui devront être licenciées à la Fédération et ce, dans la discipline qu'ils représentent. Parmi ces personnes devra être désigné le responsable national de l'arbitrage de la discipline qui siègera au sein de la commission des arbitres.

19.3 bis) Par exception, lors de l'Assemblée Constitutive du 17 janvier 2015, il n'est pas formé de Comité Directeur mais seulement un bureau nommé « Bureau Constitutif » qui comprend au moins: un président, un secrétaire, un trésorier, un vice-président chargé de la force athlétique. Tous sont choisis par et parmi les membres fondateurs présents. Ils sont élus au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés.

Le rôle du Bureau Constitutif consiste à gérer les affaires courantes de la Fédération jusqu'à la première Assemblée Générale Elective qui devra avoir lieu avant le 31 décembre 2016.

#### **Article 20 :**

20.1) Le mandat du Président et du Bureau Directeur prend fin avec celui du Comité Directeur.

#### **Article 21 :**

21.1) Le Président préside les assemblées générales, le Comité Directeur et le Bureau Directeur. Il ordonnance les dépenses.

Il représente la Fédération dans tous les actes de la vie civile et devant les tribunaux.

Il peut déléguer certaines de ses attributions dans les conditions fixées par le Règlement Intérieur. Toutefois, la représentation en justice de la Fédération ne peut être assurée, à défaut du Président, que par un mandataire agissant en vertu d'un pouvoir spécial.

21.2) Le Bureau Directeur assiste le Président dans les conditions fixées par le Règlement Intérieur. Dans l'intervalle des réunions du Comité Directeur, et sauf pour ce qui concerne les compétences exclusives mentionnées à l'article 14, il peut prendre les décisions que nécessite l'urgence ou pour lesquelles le Comité Directeur lui a donné délégation. Dans les deux cas, il doit rendre compte au prochain Comité Directeur.

#### **Article 22 :**

22.1) Sont incompatibles avec le mandat de Président de la Fédération les fonctions de chef d'entreprise, de président du conseil d'administration, de président et de membre du directoire, de président du conseil de surveillance, d'administrateur délégué, de directeur général, directeur général adjoint ou gérant exercées dans les sociétés, entreprises ou établissements, dont l'activité consiste principalement dans l'exécution de travaux, la prestation de fournitures ou de services pour le compte ou sous le contrôle de la Fédération, de ses organes déconcentrés, des associations ou structures commerciales ou étatiques qui lui sont affiliées.

Les dispositions du présent article sont applicables à toute personne qui, directement ou par personne interposée, exerce en fait la direction de l'un des établissements, sociétés ou entreprises mentionnés ci-dessus.

### **TITRE VI : AUTRES ORGANES DE LA FEDERATION**

---

#### **Article 23 :**

23.1) Une commission de surveillance des opérations électorales est chargée de contrôler les opérations de vote relatives à l'élection du Comité Directeur et du Président de la Fédération. Elle est chargée de veiller à la régularité de la composition des bureaux de vote ainsi qu'à celle des opérations de vote, de dépouillement des bulletins et de dénombrement des suffrages et de garantir aux électeurs ainsi qu'aux candidats ou listes en

présence le libre exercice de leurs droits.

Elle est donc investie d'une mission de contrôle. Elle n'intervient pas dans l'organisation et le déroulement du scrutin en se substituant aux autorités responsables ; en revanche, il lui appartient de veiller à ce que les dispositions prévues par les Statuts ou le Règlement Intérieur de la Fédération concernant l'organisation et le déroulement du scrutin soient rigoureusement respectées.

Les membres de cette commission peuvent procéder à tous contrôles et vérifications utiles ; ils ont accès à tout moment aux bureaux de vote et peuvent se faire présenter tout document nécessaire à l'exercice de cette mission.

23.2) Cette commission se compose de 5 membres : deux membres licenciés à la Fédération au maximum et trois personnes qualifiées extérieures à la Fédération. Tous ses membres sont nommés par le Bureau Directeur. En tout état de cause, aucun de ses membres ne peut être candidat aux élections du Comité Directeur. Le président de cette commission est choisi parmi ses membres, par le Président de la Fédération.

23.3) Les interventions de la commission se situent sur les deux plans suivants :

- les membres de la commission peuvent adresser aux bureaux de vote, sous forme verbale, tous conseils et observations susceptibles de les rappeler au respect des dispositions prévues par les Statuts ou le Règlement Intérieur de la Fédération;

Cette commission peut être également sollicitée pour conseil pour l'organisation des élections

- lorsqu'une irrégularité aura été constatée, les membres de cette commission peuvent exiger l'inscription d'observations au procès-verbal, soit avant la proclamation des résultats, soit après. Ces mentions contribueront à éclairer la juridiction éventuellement saisie d'un recours contentieux ou d'une action pénale.

#### **Article 24 :**

24.1) Il est institué au sein de la Fédération une commission de la formation, dont les membres sont nommés, eu égard à leur compétence en la matière, par le Comité Directeur et pour la durée du mandat de celui-ci.

Cette commission est chargée :

- de définir, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables, les diplômes, titres ou qualifications requis au sein de la Fédération pour exercer les fonctions de dirigeant, d'animateur, de formateur ou d'entraîneur ;

- d'élaborer un règlement de la formation précisant les modalités d'organisation des formations donnant accès à ces diplômes, titres ou qualifications. Ce règlement est adopté par le Comité Directeur ;

- d'élaborer le programme de formation de la fédération pour chaque saison sportive. Ce programme est arrêté par le Comité Directeur et transmis au ministre chargé des sports.

#### **Article 25 :**

25.1) Il est institué, au sein de la Fédération, une commission médicale dont les membres sont nommés, eu égard à leur compétence en la matière, par le Comité Directeur et pour la durée du mandat de celui-ci.

25.2) La commission médicale est chargée :

- d'élaborer un règlement médical fixant l'ensemble des obligations et des prérogatives de la Fédération à l'égard de ses licenciés dans le cadre de son devoir de surveillance médicale prévu par le livre VI du code de la santé publique. Le règlement médical est arrêté par le Comité Directeur ;

- d'établir, à la fin de chaque saison sportive, le bilan de l'action de la fédération en matière de surveillance médicale des licenciés, de prévention et de lutte contre le dopage. Ce bilan est présenté à la plus proche Assemblée Générale et adressé par la Fédération au ministre en charge des sports.

#### **Article 26 :**

26.1) Il est institué au sein de la fédération, une commission des juges et arbitres, dont les membres sont nommés, par le Comité Directeur, eu égard à leur compétence en la matière. Cette commission devra comprendre, au moins, le responsable national de l'arbitrage de chaque discipline. Le mandat de cette

commission prendra fin avec le mandat du Comité Directeur.

26.2) Cette commission est chargée de suivre l'activité des arbitres et d'élaborer les règles propres à cette activité en matière de déontologie et de formation, mais aussi de veiller à la promotion des activités d'arbitrage auprès des jeunes licencié(e)s de la Fédération.

## **TITRE VII : RESSOURCES ANNUELLES ET TENUE DE LA COMPTABILITE**

---

### **Article 27 :**

27.1) Les ressources annuelles de la Fédération comprennent :

- les revenus de ses biens ;
- les cotisations et souscriptions de ses membres ;
- le produit des licences et des manifestations ;
- les subventions de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics ;
- les ressources créées à titre exceptionnel, s'il y a lieu avec l'agrément de l'autorité compétente ;
- le produit des rétributions pour services rendus ;
- toutes autres ressources autorisées par la loi et les règlements.

27.2) Les ressources annuelles de chaque commission sportive nationale sont arrêtées après négociation de la convention annuelle d'objectifs et allouées en fonction de ses attributions. Elles doivent comprendre au moins le montant de la subvention ministérielle affectée aux actions sportives de la discipline, et une part des ressources propres de la Fédération, au prorata des licences compétition délivrées au titre de la discipline, déduction faite d'un pourcentage affecté au fonctionnement de la fédération et commun à toutes les disciplines.

### **Article 28 :**

28.1) La comptabilité de la Fédération est tenue conformément aux lois et règlements en vigueur.

28.2) Il est justifié chaque année auprès du Ministre en charge des sports de l'emploi des subventions reçues par la Fédération au cours de l'exercice écoulé.

## **TITRE VIII : MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION**

---

### **Article 29 :**

29.1) Les statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée Générale sur proposition du Comité Directeur ou du dixième au moins des membres de l'Assemblée Générale représentant au moins le dixième des voix dont elle disposerait au total en application de l'article 11 des présents statuts;

29.2) Dans l'un et l'autre cas, la convocation, accompagnée d'un ordre du jour mentionnant les propositions de modifications, est adressée aux associations affiliées à la fédération quinze jours, au moins, avant la date fixée pour la réunion de l'assemblée.

29.3) L'Assemblée Générale ne peut modifier les statuts que si la moitié au moins de ses membres représentant au moins la moitié des voix, sont présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée Générale est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour, quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion ; elle statue alors sans condition de quorum.

29.4) Les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents, représentant

au moins les deux tiers des voix.

**Article 30 :**

30.1) L'Assemblée Générale ne peut prononcer la dissolution de la Fédération que si elle est convoquée spécialement à cet effet. Elle se prononce dans les conditions prévues par l'article 29 des présents statuts.

**Article 31 :**

31.1) En cas de dissolution de la Fédération, l'Assemblée Générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation de ses biens.

**Article 32 :**

32.1) Les délibérations de l'Assemblée Générale concernant la modification des statuts, la dissolution de la Fédération et la liquidation de ses biens sont adressées sans délai au Ministre en charge des sports.

## ***TITRE IX : SURVEILLANCE ET PUBLICITE***

---

**Article 33 :**

33.1) Le Président de la Fédération ou son délégué fait connaître dans les trois mois à la préfecture du département ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où elle a son siège tous les changements intervenus dans la direction de la Fédération.

33.2) Les documents administratifs de la Fédération et ses pièces de comptabilité sont présentées sans déplacement, sur toute réquisition du Ministre en charge des sports ou de son délégué, ou à tout fonctionnaire accrédité par eux.

33.3) Le rapport moral et le rapport financier sont adressés chaque année au Ministre en charge des sports.

33.4) Les procès-verbaux de l'Assemblée Générale et les rapports financiers et de gestion sont communiqués chaque année aux clubs affiliés à la Fédération ainsi qu'au Ministre chargé des sports.

**Article 34 :**

34.1) Le Ministre en charge des sports a le droit de faire visiter par ses délégués les établissements fondés par la Fédération et de se faire rendre compte de leur fonctionnement.

**Article 35 :**

35.1) Les règlements prévus par les présents statuts et les autres règlements arrêtés par la Fédération sont publiés sur le site internet de la FFForce.

Le président  
Stéphane HATOT

Le vice-président  
Xavier de PUYTORAC